

ÉNERGIE, INDUSTRIE ET SOUVERAINETÉ

Politique énergétique extérieure française

Éléments d'analyse à partir des projets franco-marocains engagés

La politique énergétique extérieure peut renforcer plus directement la compétitivité et la puissance industrielle françaises. Certains projets internationaux peuvent soutenir l'investissement productif, sécuriser des capacités et ouvrir des débouchés durables.

Le Maroc fournit aujourd'hui un cas concret, alors que plusieurs décisions énergétiques, industrielles et diplomatiques se structurent en amont de la prochaine visite d'État.

Une demande marocaine qui peut soutenir des capacités industrielles en France

OCP, groupe marocain des phosphates et des engrais, vise 1,2 GW de capacités renouvelables en 2027 contre 202 MWp déjà mis en service, soit **998 MW supplémentaires**, auxquels s'ajoutent des besoins de stockage et d'infrastructures électriques.

La préparation du traité bilatéral offre précisément un cadre pour approfondir ce type de coopération industrielle. Pour la France, une partie de cette demande peut sécuriser les premières années d'une nouvelle capacité de production. Sur quelques équipements ou technologies, OCP pourrait jouer le rôle de client d'ancrage, avec des volumes suffisamment visibles pour contribuer à une montée en capacité en France.

Le partenariat OCP-ENGIE signé en 2024, notamment sur les renouvelables, le stockage et les infrastructures électriques, fournit déjà un point d'appui à cette logique.

La liaison place énergie et industrie dans le même arbitrage

La liaison électrique Maroc-France s'inscrit dans le partenariat stratégique énergétique et de connectivité signé en 2024. L'hypothèse actuellement étudiée porte sur 2 GW et environ 6 000 heures équivalentes par an, soit **environ 12 TWh annuels**.

À cette échelle, **10 €/MWh représentent environ 120 M€ par an** et un point de pertes environ 120 GWh par an. Le profil de livraison, le coût, les pertes et la disponibilité pèseront directement sur la valeur du projet pour le système français.

Le choix de l'architecture détermine aussi les équipements mobilisés, leur localisation et les capacités productives susceptibles d'être créées. La liaison offre ainsi l'occasion d'arbitrer dès l'amont entre performance énergétique, résilience et capacités industrielles créées.

Une base industrielle et logistique déjà tournée vers les marchés tiers

Tanger Med, plateforme portuaire et industrielle située sur le détroit de Gibraltar, relie près de 40 ports dans 22 pays africains. Nador West Med doit compléter ce dispositif par un nouveau complexe portuaire, industriel et énergétique sur la façade méditerranéenne.

Cette profondeur logistique s'inscrit déjà dans des chaînes de valeur françaises tournées vers l'export. Renault expédie **82 % de la production de Tanger et Casablanca vers 63 destinations**. Safran développe ses capacités aéronautiques à Casablanca et Alstom produit à Fès des équipements électriques pour ses programmes internationaux.

Dans l'énergie, technologies, ingénierie et financement français peuvent de la même façon être associés à des capacités productives, logistiques ou commerciales marocaines.

Une part française plus faible sur un projet peut produire davantage de valeur française si l'association avec le Maroc augmente suffisamment les chances de remporter le marché. Une part française passant de **40 % à 30 %** reste favorable à la valeur française attendue si la probabilité de conversion augmente de **plus d'un tiers**.*

Dans le scénario Sustainable Africa de l'IEA, les investissements annuels dans l'électricité dépasseraient **120 Md\$ en 2030**, contre moins de 30 Md\$ en 2022, tandis que les réseaux approcheraient 50 Md\$ par an.

Concentrer les moyens sur les projets à effet industriel

La France dispose déjà des principaux instruments de diplomatie économique, de garantie et de financement export. Leur mobilisation peut être davantage concentrée sur les projets qui renforcent les capacités françaises ou améliorent l'accès à des marchés stratégiques.

La séquence franco-marocaine mérite ainsi d'être suivie comme un chantier de politique industrielle et énergétique à part entière, avec une attention particulière aux capacités créées en France et aux positions ouvertes sur les marchés de croissance.

** Calculs et analyses détaillés dans l'étude complète de Concorde Conseil, disponible pour approfondissement.*

Sources principales OCP, ministère de l'Économie, Tanger Med, Renault Group, IEA ; calculs Concorde Conseil.